

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

16 octobre 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Oui à la modification d'ordonnances dans le domaine de l'asile	4
9 ^e Conférence ministérielle de l'OMC : oui au mandat de négociation pour la délégation suisse.....	4
La révision de la loi fédérale sur la protection de l'environnement n'est pas assez ambitieuse.....	5
Oui avec réserves au rapport sur le développement de l'armée	6
Oui à la révision de l'ordonnance sur les installations à câbles 2014	6
Genève	7
Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2014.....	7
Patrimoine : classement des éléments caractéristiques de la gare de Cornavin	7
Surélévation d'un immeuble aux Eaux-Vives.....	8
Projet de loi sur l'action publique en faveur d'un développement durable.....	8
Vitesse commerciale des transports publics route de Pré-Bois : amélioration en vue.....	9
Un réseau de tram appelé à s'étoffer.....	9
Hautes écoles de gestion, de santé et de travail social : comptes 2012 approuvés	10
Bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment : extension de la CCT.....	10
Entreprises d'entretien des textiles : Genève appliquera la CCT romande.....	11
Non-aboutissement de trois initiatives	11
Votation populaire du 9 février 2014	12
Félicitations à M. Jean-Pierre Siggen, conseiller d'Etat élu du canton de Fribourg	13
Agenda des invitations à la presse	14

Genève-Confédération

Oui à la modification d'ordonnances dans le domaine de l'asile

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de justice et police sur un [projet d'adaptation d'ordonnances](#) en lien avec la modification de la [loi sur l'asile \(LAsi\)](#), soumise elle-même à une procédure de consultation séparée.

Le gouvernement genevois approuve, dans les grandes lignes, les adaptations de ces ordonnances soumises à son examen. Il salue en particulier l'augmentation de la participation forfaitaire de la Confédération aux frais de détention administrative, mais il regrette que le montant octroyé soit encore trop éloigné de la réalité des coûts. Par ailleurs, le Conseil d'Etat souhaite que la Confédération participe aux coûts de construction et d'aménagement des places dévolues aux « Night stop » à l'Aéroport international de Genève, dans une logique de processus dès lors qu'elles garantissent la continuité de la procédure de renvoi lorsque la contrainte est malheureusement nécessaire, au même titre que les places de détention administrative.

La révision de la LAsi proposée par le Conseil fédéral dès le mois de mai 2010 a été divisée en trois projets distincts par le parlement, dont le troisième contient des mesures non urgentes et dont certaines concernent également la restructuration du domaine de l'asile (introduction d'une phase préparatoire, remplacement des décisions de non-entrée en matière par des procédures matérielles rapides, financement de nouvelles places de détention administrative). Ce dernier projet nécessite l'adaptation de quatre ordonnances, soit l'[ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure \(OA 1\)](#), l'[ordonnance 2 sur l'asile relative au financement \(OA 2\)](#), l'[ordonnance sur l'exécution du renvoi et l'expulsion d'étrangers \(OERE\)](#) et l'[ordonnance sur l'intégration des étrangers \(OIE\)](#).

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Gut, directeur général de l'office cantonal de la population, DS, ☎ 022 546 49 18.

9^e Conférence ministérielle de l'OMC : oui au mandat de négociation pour la délégation suisse

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche portant sur le mandat de négociation pour la délégation suisse à la 9^e Conférence ministérielle ordinaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tiendra à Bali en décembre 2013. Ce mandat du Conseil fédéral est nécessaire pour permettre à la délégation suisse de participer aux négociations dans les domaines du développement, des échanges, de l'agriculture et de la libéralisation des technologies de l'information.

En matière de développement, le projet de mandat permettra d'envisager de nouvelles mesures en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de l'accès au marché sans droits de douane ni

contingents. Un nouvel accord de l'OMC doit améliorer la transparence dans le domaine douanier, simplifier les procédures et établir des exigences minimales obligatoires pour tous. Trois propositions sont actuellement discutées dans le domaine agricole, soit l'introduction de nouvelles règles pour l'administration des contingents tarifaires, la réduction des subventions à l'exportation et l'autorisation pour les pays en développement d'accorder certaines subventions à grande échelle pour la sécurité alimentaire et le développement alimentaire. Enfin, des négociations relatives à l'accord sur la libéralisation des technologies de l'information (ATI) sont prévues en vue d'une extension de la liste des produits francs de droit de douane, d'une part, et de l'élargissement du cercle des membres de l'ATI, d'autre part.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

La révision de la loi fédérale sur la protection de l'environnement n'est pas assez ambitieuse

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative à la modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) en tant que contreprojet indirect à l'initiative populaire pour une économie verte.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat fait part de sa vive préoccupation vis-à-vis des atteintes à l'environnement causées, en particulier, par la surexploitation des ressources. Il constate que la modification proposée ne représente qu'un pas modeste en vue d'améliorer la situation et que le Conseil fédéral était plus ambitieux lors de la publication de son plan d'action Economie verte. Selon le gouvernement genevois, le projet mis en consultation n'est pas de nature à permettre d'atteindre les objectifs du plan d'action.

Le Conseil d'Etat déplore que le projet de modification de la LPE ne couvre que les domaines pouvant être réglés par le biais de l'actuelle LPE, soit en particulier les déchets, les matières premières indigènes et la mise sur le marché de certains biens de consommation. Or, c'est dans les domaines de l'alimentation, du logement et de la mobilité que les plus grands progrès doivent être accomplis en termes de réduction de l'empreinte écologique. Certes, le plan d'action du Conseil fédéral aborde ces thèmes et d'autres chantiers législatifs sont en cours dans certains domaines, mais rien ne garantit qu'ils aboutissent ou soient suffisants. Il est paradoxal, écrit encore le Conseil d'Etat, de constater que le rapport explicatif accompagnant le projet de révision de la LPE décrit très clairement la gravité du problème, mais que les solutions proposées sont étonnamment dépourvues de force et d'ambition.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat aurait souhaité que le dépôt de l'initiative soit l'occasion d'ouvrir un vrai débat sur l'économie verte à l'échelle du pays, dans une approche systémique et avec la participation des cantons. A défaut, il suggère de préciser, de renforcer et de corriger certains points du projet de modification de la LPE de sorte à le rendre plus favorable à l'environnement.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'environnement, DIME, ☎ 022 388 80 01.

Oui avec réserves au rapport sur le développement de l'armée

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports portant sur un rapport explicatif concernant la modification des bases légales liées au développement de l'armée. Selon le gouvernement genevois, le principal point positif du rapport est la volonté de porter l'accent sur les prestations en faveur des autorités civiles. Le renforcement des possibilités d'intervention au profit des cantons est en effet d'un grand intérêt pour ces derniers, qui n'auront pas à assumer les prestations couvertes par leurs propres moyens civils.

Plusieurs points suscitent cependant des interrogations, du fait qu'ils se trouvent être en opposition apparente avec les exigences de réactivité requises, comme le risque découlant de la réduction du nombre des points d'appui logistique. Dans sa réponse, le gouvernement genevois souligne ces contradictions.

Considérant les démarches en cours sur le devenir de la place d'armes de Genève, le Conseil d'Etat attire également l'attention de la Confédération sur l'impact potentiel des choix de stationnement de l'armée, en particulier dans le canton de Genève, qui réunit plusieurs pôles sensibles tels que des organisations internationales et l'aéroport.

Plus globalement, le Conseil d'Etat craint que la Confédération ne se livre davantage à une opération d'économies financières qu'à une démarche de pérennisation et, surtout, d'évolution des prestations sécuritaires de l'armée face aux menaces nouvelles.

Le Conseil d'Etat regrette enfin que les incidences de la réforme de l'obligation de servir ne soient pas prises en compte.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur général de l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires, DS, ☎ 022 546 77 01.

Oui à la révision de l'ordonnance sur les installations à câbles 2014

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur la révision de l'ordonnance sur les installations à câbles 2014.

Au vu des modifications proposées par l'Office fédéral des transports (OFT), de l'absence d'installations de ce type ou de projets en phase de planification avancée sur le territoire cantonal, le gouvernement genevois a répondu sans apporter de compléments ou faire de remarques particulières.

L'OFT a acquis plus de six ans d'expérience dans l'application du droit sur les installations de transports à câbles et ce droit a globalement fait ses preuves. La Confédération souhaite uniquement apporter quelques améliorations de détail à l'ordonnance sur les installations à câbles et à l'ordonnance sur la formation et la reconnaissance des chefs techniques de ces installations.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Stratégie en matière de gestion de la dette pour 2014

Le Conseil d'Etat a arrêté sa stratégie relative à la gestion de la dette pour l'exercice 2014. Celle-ci se situe dans la continuité de l'action poursuivie depuis dix ans, tout en tenant compte de l'évolution des taux d'intérêts et de la dette elle-même.

Les objectifs suivants ont été fixés :

- le taux d'intérêt moyen de la dette ne doit pas se situer au-delà de 2% (contre un plafond de 2,2% fixé pour 2013) ;
- la proportion maximale des emprunts à taux variable demeure fixée à 30% et celle des emprunts à court terme à 25% ;
- la durée moyenne des emprunts dont l'échéance est supérieure à une année reste maintenue idéalement à 8 ans.

La stratégie de gestion de la dette est définie chaque année afin de consolider l'existant et de préparer le moyen et le long terme de manière à minimiser le coût de la dette, ceci dans un contexte économique et financier actuellement marqué par d'importantes incertitudes.

*Pour toute information complémentaire : Mme Adriana Jost, directrice de la trésorerie générale de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 70.*

Patrimoine : classement des éléments caractéristiques de la gare de Cornavin

Le Conseil d'Etat a procédé au classement de certains éléments caractéristiques de la gare de Cornavin.

La demande de classement, déposée en 1998 suite à l'annonce d'un projet de transformation, porte sur les éléments dignes d'intérêt suivants : la façade ornée de trois bas-reliefs sculptés ainsi que ses serrureries et sa grande marquise, le hall d'entrée décoré de deux peintures murales illustrant le réseau ferroviaire suisse et européen et sa grande verrière, l'ancienne salle à manger du buffet encore revêtue de décors boisés et l'élégante marquise du quai n° 1.

Font également l'objet du classement les neuf toiles peintes qui avaient pris place entre 1931 et 1961 dans le grand escalier du passage nord et dans les accès au quai n° 1. Elles ont été retirées et devraient être restaurées puis réinstallées dans la gare transformée, sous réserve de l'accord de leurs propriétaires.

Cette mesure de protection patrimoniale est compatible avec le futur projet d'extension souterraine de la gare de Cornavin, qui concerne l'arrière du bâtiment, côté Montbrillant.

Reconstruite entre 1928 et 1931 (en lieu et place de celle de 1858) sur les plans de l'architecte genevois Julien Flegenhimer, la gare de Cornavin présente, en dépit des différents aménagements et transformations subis au cours du temps, une architecture néo-classique rigoureuse ponctuée d'éléments décoratifs illustrant de manière exemplaire le courant académique moderne alors en cours à Genève. Un autre exemple de ce mouvement est le Palais des Nations, auquel l'architecte Flegenhimer a également participé.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale de l'office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.

Surélévation d'un immeuble aux Eaux-Vives

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés à l'angle de la route de Chêne et de l'avenue de l'Amandolier, sur le territoire de la Ville de Genève, section Eaux-Vives.



Ce plan prévoit de surélever de deux niveaux un bâtiment existant, créant ainsi 1870 m² supplémentaires de surfaces de bureaux. L'immeuble se compose actuellement d'un rez inférieur, d'un rez supérieur, de cinq étages et d'un attique.

Après la surélévation, le bâtiment proposera 8970 m² dédiés à des activités administratives. Les accès aux sous-sols et aux étages ne sont pas modifiés. Le sous-sol existant donne la possibilité d'aménager 81 places au total. Il n'y a pas lieu de créer de nouvelles places de parc hors du gabarit existant lors de la surélévation du bâtiment déjà construit.

Dans sa délibération du 24 avril 2013, le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce projet. La procédure d'opposition ouverte du 21 juin au 22 août 2013 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Projet de loi sur l'action publique en faveur d'un développement durable

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi (PL) sur l'action publique en vue d'un développement durable (Agenda 21). Ce PL est une refonte de la loi du 23 mars 2001, dont les principales modifications sont les suivantes :

- le remplacement d'une loi quadriennale par une loi pérenne afin d'ancrer sur le long terme le développement durable dans l'action publique, conformément à l'article 10 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;

- l'élaboration d'un concept cantonal du développement durable d'une durée de dix ans. Ce document de référence constituera la stratégie de l'action publique en vue d'un développement durable pour le canton de Genève. Il sera accompagné d'un plan d'action d'une validité de cinq ans ;
- l'examen, sous l'angle du développement durable, des projets législatifs dont la mise en œuvre pourrait avoir des implications sensibles en termes de développement durable.

L'Agenda 21 du canton de Genève repose sur les engagements pris par la Suisse lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio en 1992 et en 2012, sur la stratégie du Conseil fédéral pour le développement durable de 2012 ainsi que sur la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Rémy Zinder, directeur, service cantonal du développement durable, DARES, ☎ 022 388 19 44.

Vitesse commerciale des transports publics route de Pré-Bois : amélioration en vue



Le Conseil d'Etat a répondu à la Ville de Vernier concernant la [résolution relative à la progression des transports publics sur l'axe route de Vernier – Blandonnet – Pré-Bois – Aéroport](#) adoptée le 25 juin dernier par le Conseil municipal de Vernier.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat estime que les requêtes adressées dans cette résolution sont pertinentes. Il s'agit de l'amélioration des conditions de circulation des bus des Transports publics genevois (TPG) sur la route de Pré-Bois et d'une modification du tracé de la ligne 57 afin qu'elle desserve le centre de Vernier avant de se diriger vers la route de Pré-Bois. Ces mesures font d'ailleurs déjà l'objet d'études menées par l'Etat et les TPG, qui prévoient, d'une part, d'améliorer la vitesse commerciale des bus sur la route de Pré-Bois début 2014, d'autre part de modifier le tracé de la ligne 57 dans le cadre du prochain changement d'horaire de décembre 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, directeur, direction régionale Lac-Rhône, DIME, ☎ 022 546 78 19.

Un réseau de tram appelé à s'étoffer

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de l'association Collectif des Minoteries demandant la réintroduction d'une liaison directe par tramway entre Carouge et la gare de Cornavin. Dans sa réponse, le gouvernement confirme que le changement de réseau prévu pour l'horaire 2014, entériné le 4 septembre dernier, prévoit la prolongation de la ligne 18 en direction de Carouge, rétablissant en ce sens la liaison demandée par l'association.

Il précise également que les courses de la ligne 18 seront assurées par des tramways à plancher bas, d'accès facilité pour les personnes à mobilité réduite, et que les motrices des trams desservant la ligne 12 seront transformées de manière à ce que l'accès à cette ligne soit également facilité pour ces personnes.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Hautes écoles de gestion, de santé et de travail social : comptes 2012 approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes des fondations de la [Haute école de gestion et d'information documentaire \(HEG\)](#), de la [Haute école de santé – Le Bon Secours \(HEdS\)](#) et de la [Haute école de travail social – Institut d'études sociales \(HETS\)](#), arrêtés au 31 décembre 2012.

La HEG conduit les formations dans les trois filières d'études liées à l'économie et aux services : économie d'entreprise, informatique de gestion et information documentaire. Durant l'année 2012, les effectifs de la HEG ont atteint 946 étudiants en moyenne. Les comptes 2012 de la fondation présentent des charges de 24 millions de francs, des revenus de 26,4 millions aboutissant ainsi à un excédent de recettes de 2,4 millions de francs.

L'effectif moyen de la HEdS s'est élevé à 593 étudiants en 2012, répartis dans les cinq filières de la santé : sage-femme, technologie en radiologie médicale, nutrition et diététique, soins infirmiers et physiothérapie. Les comptes 2012 de la fondation présentent des charges de 30,3 millions de francs, des revenus de 32,9 millions, pour un excédent de recettes de 2,6 millions de francs.

La HETS comptait 578 étudiants en 2012 dans ses deux filières : travail social et psychomotricité. Les états financiers 2012 de la fondation présentent des charges de 20,5 millions de francs, des revenus de 22,7 millions, soit un excédent de recettes de 2,2 millions de francs.

Ces trois fondations font partie du réseau des écoles HES Genève.

Pour toute information complémentaire : Mme Mariangela Lundgren-Resentera, directrice-adjointe de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 69.

Bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment : extension de la CCT

Le Conseil d'Etat a décidé de proroger l'extension du champ d'application de la convention collective de travail (CCT) des bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} janvier 2014.

Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Entreprises d'entretien des textiles : Genève appliquera la CCT romande

Le Conseil d'Etat a décidé d'abroger les différents arrêtés actuellement en vigueur relatifs à l'extension du champ d'application de la convention collective genevoise de travail pour les entreprises d'entretien des textiles.

Cet arrêté entrera en vigueur en même temps que l'arrêté du Conseil fédéral. Celui-ci s'apprête à étendre le champ d'application de la convention collective romande des entreprises de nettoyage industriel des textiles et s'appliquera également au canton de Genève. Les entreprises genevoises risquaient ainsi d'être soumises de manière contraignante à deux textes différents.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) avant de pouvoir entrer en vigueur.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale de l'OCIRT, DSE,
☎ 022 388 29 29.*

Non-aboutissement de trois initiatives

Le Conseil d'Etat a constaté le non-aboutissement de trois initiatives, intitulées respectivement « Les locataires veulent leurs droits de recours! », « Pas d'expulsion sans relogement. Pas d'expulsion d'appartement du 1^{er} octobre au 15 mars » et « Halte aux ventes qui mettent les locataires à la porte! STOP aux congés-ventes! ».

L'article 229, alinéa 1 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 prévoit que l'ancien droit s'applique aux initiatives populaires dont le lancement a été publié avant son entrée en vigueur, soit avant le 1^{er} juin 2013. La publication du lancement des trois initiatives a été faite dans la Feuille d'avis officielle (FAO) du 5 mars 2013. Elles sont donc soumises à la constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847, soit à l'exigence de 10'000 signatures (article 64, alinéa 1).

La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative populaire cantonale « Les locataires veulent leurs droits de recours! » a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 11'862
- nombre de signatures réellement déposées par les déposants : 11'843
- nombre de signatures contrôlées, soit le total des signatures déposées : 11'843
- nombre de signatures validées : 9515

Par ailleurs, la vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative populaire cantonale « Pas d'expulsion sans relogement. Pas d'expulsion d'appartement du 1^{er} octobre au 15 mars » a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 11'511
- nombre de signatures réellement déposées : 11'508
- nombre de signatures contrôlées, soit le total des signatures déposées : 11'508
- nombre de signatures validées : 9279

Enfin, la vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative populaire cantonale « Halte aux ventes qui mettent les locataires à la porte! STOP aux congés-ventes! » a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées : 11'863
- nombre de signatures réellement déposées : 11'891
- nombre de signatures contrôlées, soit le total des signatures déposées : 11'891
- nombre de signatures validées : 9581

Le nombre de 10'000 signatures exigé par la constitution de la République et canton de Genève du 24 mai 1847 n'étant atteint pour aucune des trois initiatives, elles n'ont donc pas abouti.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la FAO.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Votation populaire du 9 février 2014

Le Conseil d'Etat a arrêté les sujets cantonaux qui seront soumis au vote populaire le 9 février 2014. Il s'agit de :

- la loi modifiant la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour (LSAPE) (Plus de places de crèches pour nos enfants) (J 6 29 – 10636) du 17 mai 2013;
- la loi modifiant la loi générale sur les zones de développement (LGZD) (Pour une utilisation rationnelle du sol) (L 1 35 – 10965) du 16 mai 2013.

A la même date, le Conseil d'Etat a également décidé de soumettre au vote populaire des sujets communaux en Ville de Genève et dans la commune de Versoix. Ce sont :

- la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève, du 25 juin 2013, transférant les 2300 actions de 022 Télégénève SA figurant au bilan de la Ville de Genève du patrimoine administratif au patrimoine financier et autorisant leur vente à UPC Cablecom Sàrl (voir [point de presse du 9 octobre 2013](#)) ;
- la délibération du Conseil municipal de la commune de Versoix, du 24 juin 2013, approuvant le plan localisé de quartier No. 29'369-511, version du 18 septembre 2012 sis sur la commune de Versoix entre l'avenue Adrien-Lachenal et le chemin Louis-Dégallier (voir [point de presse du 9 octobre 2013](#)).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 16 décembre 2013, avant midi.

Le 9 février 2014, les trois objets fédéraux suivants seront par ailleurs soumis à votation :

- l'arrêté fédéral du 20 juin 2013 portant règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (contreprojet direct à l'initiative populaire « Pour les transports publics ») ;
- l'initiative populaire fédérale « Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en réduisant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base » ;
- l'initiative populaire fédérale « Contre l'immigration de masse ».

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Félicitations à M. Jean-Pierre Siggen, conseiller d'Etat élu du canton de Fribourg

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Jean-Pierre Siggen à l'occasion de son élection, le 14 octobre dernier, à l'exécutif fribourgeois et lui a présenté ses meilleurs vœux de succès pour son mandat au service du canton de Fribourg.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 octobre 9h30	Amiante, PCB et plomb dans la construction : « Pour des travaux sans danger, faisons circuler l'information ! »	Pavillon SICLI, Acacias	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
29 octobre 14h00	Prix du commerce 2013	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Elisabeth Tripod-Fatio ☎ 022 388 34 34